

Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2012-2013

31 JUILLET 2012

Les priorités de la présidence chypriote
de l'Union européenne

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS
EUROPÉENNES
PAR
MM. MAHOUX (S) ET FLAHAUT (CH)

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2012-2013

31 JULI 2012

De prioriteiten van het Cypriotisch EU-
voorzitterschap

VERSLAG

NAMENS HET FEDERAAL
ADVIESCOMITÉ VOOR DE
EUROPESE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN MAHOUX (S) EN FLAHAUT (K)

Composition du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes /
Samenstelling van het Federaal adviescomité voor de Europese Aangelegenheden :
Présidents / Voorzitters : Philippe Mahoux (S) et/en André Flahaut (Ch/K).

SÉNAT/SENAAT

Membres/Vaste leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot.
PS	Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Richard Miller.
CD&V	Peter Van Rompuy.
sp.a	Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Martine Taelman.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Claudia Niessen.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers.
Marie Arena, Hassan Bousetta.
Jacques Brotchi.
Cindy Franssen.
Bert Anciaux.
Rik Daems.
Yves Buysse.
Cécile Thibaut.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS/KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

Membres/Vaste leden :

N-VA	Daphné Dumery, Peter Luyckx.
PS	André Flahaut, Patrick Moriau.
MR	Denis Ducarme
CD&V	Roel Deseyn.
sp.a	Bruno Tuybens.
Open Vld	Herman De Croo.
Vlaams Belang	Bruno Valkeniers.
FDF	
Écolo-Groen !	Juliette Boulet.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Ingeborg De Meulemeester, Els Demol.
Jean-Marc Delizée, Christiane Vienne
Jacqueline Galant.
Jenne De Potter, Stefaan Vercamer.
Caroline Gennez, Dirk Van der Maelen.
Patrick Dewael, Gwendolyn Rutten.
Alexandra Colen, Rita De Bont.
Damien Thiéry.
Eva Brems, Thérèse Snoy et d'Oppuers.

PARLEMENT EUROPÉEN/EUROPEES PARLEMENT

Membres/Vaste leden :

CD&V	Ivo Belet, Jean-Luc Dehaene.
Écolo-Groen !	Isabelle Durant, Bart Staes.
Open Vld	Philippe De Backer.
PS	Véronique De Keyser.
Vlaams Belang	Philip Claeys.
MR	Louis Michel.
sp.a	Kathleen Van Brempt.
cdH	Anne Delvaux.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Marianne Thyssen.
Philippe Lamberts.
Annie Neyts-Uytendaele, Guy Verhofstadt.
Frédéric Daerden, Marc Tarabella.
N.
Frédérique Ries.
Saïd El Khadraoui.
Mathieu Grosch.

I. INTRODUCTION

Le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes organise traditionnellement, au début de chaque présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne, un échange de vues avec un représentant du pays qui assume la présidence.

Une réunion a eu lieu le jeudi 19 juillet 2012 en présence de M. Andreas Mavroyiannis, le ministre chypriote des Affaires européennes.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. ANDREAS MAVROYIANNIS, MINISTRE CHYPRIOTE DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Chypre est à la fois un État ayant adhéré récemment à l'Union européenne (UE) et un des pays géographiquement les plus éloignés de Bruxelles. La présidence européenne constitue dès lors un véritable défi, mais aussi une réelle opportunité pour ce pays; elle est la preuve du haut degré d'intégration de Chypre dans l'Union européenne.

L'agenda européen est très chargé, en particulier et bien évidemment en raison de la crise économique qui sévit en ce moment en Europe et dans le monde. Cette crise est profonde et a aussi des répercussions sur le plan social et personnel. Chypre fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre cet agenda de manière constructive et positive. La présidence européenne est une mission qui découle du statut d'État membre de l'UE. Il va sans dire que cette tâche doit être exécutée de manière optimale.

Depuis le Traité de Lisbonne, un rôle crucial est dévolu aux parlements nationaux dans le cadre du processus décisionnel européen. La présidence chypriote s'en réjouit et espère pouvoir collaborer d'une manière constructive avec les parlements d'Europe, qui sont en fin de compte les garants de la légitimité européenne.

Concernant spécifiquement le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, le ministre salue sa composition unique en son genre. Le fait que des membres du parlement national et du Parlement européen soient représentés au sein d'un organe unique pour y procéder à des échanges de vues sur des thèmes européens apporte une grande plus-value.

L'Union européenne doit sortir plus forte de la crise économique actuelle et reprendre sa place sur la scène internationale. Aujourd'hui, il convient plus que jamais, d'approfondir l'intégration européenne, de renforcer la cohésion sociale et de garantir une meilleure qualité de vie pour les citoyens européens. Les mesures d'austérité sont importantes pour rétablir

I. INLEIDING

Traditioneel organiseert het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden aan het begin van elk halfjaarlijks voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie, een gedachtewisseling met een vertegenwoordiger van het land dat dit voorzitterschap op zich neemt.

Op donderdag 19 juli 2012 vond een vergadering plaats met de heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER ANDREAS MAVROYIANNIS, MINISTER VOOR EUROPESE ZAKEN VAN CYPRUS

Cyprus is een nieuwe lidstaat in de Europese Unie (EU), en tegelijk ook één van de landen die geografisch het verst verwijderd zijn van Brussel. Om die reden is het Europees voorzitterschap een echte uitdaging, maar ook een ware opportuniteit voor dit land en een bewijs van de verregaande Europese integratie die Cyprus heeft doorgemaakt.

De Europese agenda is zwaar geladen, vooral natuurlijk door de economische crisis die thans in Europa en de wereld woedt. Deze crisis is echter dieper, en heeft ook gevolgen op sociaal en persoonlijk vlak. Cyprus zal zijn uiterste best doen om deze agenda op een constructieve en goede manier uit te voeren. Het Europees voorzitterschap is een opdracht die een gevolg is van een lidmaatschap bij de EU. Het spreekt voor zich dat deze taak op de best mogelijke manier moet worden uitgevoerd.

Sinds het Verdrag van Lissabon is een cruciale taak weggelegd voor de nationale parlementen in het Europees besluitvormingsproces. Het Cypriotisch voorzitterschap juicht dit toe en hoopt op een constructieve manier met de parlementen in Europa te kunnen samenwerken. Zij zijn per slot van rekening de garanten voor de Europese legitimiteit.

Specifiek voor het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden is de minister vol lof over de unieke samenstelling ervan. Het is van grote toegevoegde waarde dat in één orgaan leden van het nationaal parlement en het Europees Parlement vertegenwoordigd zijn om samen van gedachten te wisselen over Europese thema's.

De Europese Unie moet sterker uit de huidige economische crisis komen en opnieuw haar plaats innemen op de internationale scène. Het komt er vandaag meer dan ooit op aan om de Europese integratie verder uit te bouwen, de sociale cohesie te versterken en een betere levenskwaliteit voor de Europese burgers te garanderen. De besparingsmaat-

la confiance des marchés et assurer la stabilité. En parallèle, il est impératif de prendre des mesures actives, destinées à promouvoir une croissance inclusive et la création d'emplois. L'Union doit se rapprocher de ses citoyens et leur transmettre un message d'espoir et de solidarité, empreint de sensibilité sociale. Par ailleurs, l'UE doit renforcer son rôle international, en nouant des liens plus étroits avec ses voisins. Les valeurs et les principes fondamentaux de l'Union devraient être la force motrice pour les réformes essentielles.

Sur la base de ces valeurs, la Présidence chypriote, œuvrera pour une meilleure Europe, à savoir :

- une Union européenne plus pertinente aux yeux de ses citoyens et du monde;

- une Europe plus efficace, contribuant à une croissance durable, à la cohésion sociale et à la création d'emplois à travers des politiques efficaces et intégrées;

- une Union européenne travaillant sur la base du principe sous-jacent de solidarité, s'engageant à garantir un avenir meilleur.

Tous les efforts seront mobilisés en vue de léguer une meilleure Europe aux jeunes générations.

Au cours de sa présidence, Chypre est appelée à aborder des questions clés de l'agenda de l'UE, telles que le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. Le cadre financier pluriannuel est l'occasion de convenir d'un budget qui contribuera à la croissance et au développement durable, promouvra des politiques efficaces, augmentera la compétitivité de l'UE et créera de nouveaux emplois. Il convient d'identifier et de faire ressortir les éléments de la croissance dans toutes les politiques de l'UE, en mettant tout spécialement l'accent sur les citoyens de l'Union.

En travaillant pour une meilleure Europe, la Présidence chypriote s'est fixé quatre priorités principales.

A. Une Europe plus efficace et durable

L'objectif sera de promouvoir des politiques efficaces, se traduisant par une gouvernance plus efficace, capable de faire face à l'incertitude et à l'instabilité engendrées par la crise. Les négociations sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 seront la priorité majeure de la présidence chypriote. La Présidence œuvrera pour la finalisation des négociations et l'élaboration d'un budget européen équitable et efficace, que soutiendra la croissance et accroîtra les possibilités d'emploi. L'accent sera mis sur la qualité

regeler leur importance pour le retour de confiance des marchés et la stabilité à garantir. Parallèlement, il est impératif de prendre des mesures actives, destinées à promouvoir une croissance inclusive et la création d'emplois. L'Union doit se rapprocher de ses citoyens et leur transmettre un message d'espoir et de solidarité, empreint de sensibilité sociale. Par ailleurs, l'UE doit renforcer son rôle international, en nouant des liens plus étroits avec ses voisins. Les valeurs et les principes fondamentaux de l'Union devraient être la force motrice pour les réformes essentielles.

Op grond van deze waarden zal het Cypriotisch voorzitterschap werken aan een beter Europa, namelijk :

- een relevantere Europese Unie in de ogen van haar burgers en van de wereld;

- een efficiënter Europa dat bijdraagt tot duurzame groei, sociale cohesie en werkgelegenheid via een efficiënt en geïntegreerd beleid;

- een Europese Unie die werkt op grond van het onderliggende solidariteitsbeginsel, en zich hierbij engageert voor een betere toekomst.

Alles wordt in het werk gesteld om de jonge generaties een beter Europa na te laten.

Tijdens zijn voorzitterschap dient Cyprus cruciale punten op de agenda van de EU aan te kaarten, zoals het meerjarig financieel kader voor de periode 2014-2020. Het meerjarig financieel kader is de gelegenheid om een begroting overeen te komen die zal bijdragen tot groei en duurzame ontwikkeling, efficiënt beleid zal bevorderen, de concurrentiekracht van de EU zal verhogen en nieuwe banen zal creëren. De elementen van groei moeten in alle beleidslijnen van de EU in kaart worden gebracht en duidelijk tot uiting worden gebracht door in het bijzonder de nadruk te leggen op de burgers van de Unie.

In zijn streven naar een beter Europa heeft het Cypriotisch voorzitterschap zich toegespitst op vier kernprioriteiten.

A. Een efficiënter en duurzaam Europa

De bedoeling is efficiënt beleid te bevorderen door een efficiënter bestuur dat het hoofd kan bieden aan de onzekerheid en de instabiliteit die door de crisis worden teweeggebracht. De onderhandelingen over het meerjarig financieel kader voor de periode 2014-2020 worden de voornaamste prioriteit van het Cypriotisch voorzitterschap. Het voorzitterschap zal zich inzetten om de onderhandelingen af te ronden en een billijke en doeltreffende Europese begroting uit te werken die de groei ondersteunt en de werkgelegen-

des dépenses, afin que les politiques et les programmes financés au titre du cadre financier pluriannuel soient des politiques avec une véritable valeur ajoutée européenne.

Les synergies sont d'une importance capitale et il convient d'assurer la complémentarité avec les politiques nationales. À cet égard, la présidence s'efforcera également de faire avancer le plus possible les négociations sur le cadre législatif concernant les politiques, telles les politiques communes agricoles et de la pêche, la politique de cohésion et la politique de recherche et d'innovation (Horizon 2020), ainsi que les programmes financiers des différentes politiques sectorielles.

Conformément aux conclusions du Conseil européen de février 2012, la présidence chypriote se concentrera également sur la politique énergétique. Les réseaux transeuropéens de transport, de télécommunications et d'énergie, de même que le mécanisme pour l'interconnexion en Europe figurent en tête de la liste des priorités de la présidence chypriote. L'adoption de ces instruments sera vitale pour dynamiser la compétitivité de l'Europe, en améliorant l'infrastructure et en renforçant la cohésion économique, sociale et territoriale des États membres.

L'accent sera mis, également, sur le développement durable et le suivi du Sommet Rio+20. Dans l'esprit de la stratégie Europe 2020, la croissance verte inclusive et équitable sera promue à travers la gestion durable des ressources et notamment de l'eau. Il est primordial pour l'UE que les politiques sur le changement climatique, l'environnement et l'énergie soient mises en œuvre de manière intégrée. En outre, la présidence chypriote aspire à relancer la politique maritime intégrée de l'UE, qui relèvera les défis pertinents de manière efficace et durable.

B. Une Europe dotée d'une économie plus performante, fondée sur la croissance

La crise économique a fait ressortir la nécessité d'accroître l'efficacité des politiques et des mesures de l'Union. L'approche pour la relance des économies européennes devrait comprendre aussi des mesures de consolidation fiscale, que de croissance économique durable.

La présidence s'emploiera à travailler sur le nouveau cadre renforcé de la gouvernance économique et à intensifier la surveillance budgétaire, afin de garantir la stabilité fiscale. Parallèlement, l'UE doit sortir de la crise et stimuler la croissance. À cet égard, la présidence chypriote attache beaucoup d'importance au suivi de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

heid doet stijgen. De nadruk zal worden gelegd op de kwaliteit van de uitgaven, opdat het beleid en de programma's die worden gefinancierd binnen het meerjarig financieel kader een reële Europese meerwaarde zouden vormen.

Synergie is hierbij van groot belang en men dient de complementariteit met het nationale beleid te garanderen. In dat opzicht zal het voorzitterschap tevens alles in het werk stellen om de onderhandelingen over het wetgevend kader rond het beleid zoveel mogelijk vooruit te helpen, zoals het gemeenschappelijk beleid inzake landbouw en visserij, het cohesiebeleid en het beleid op het gebied van onderzoek en innovatie (Horizon 2020) alsook de financiële programma's van de verschillende sectorale beleidslijnen.

In navolging van de conclusies van de Europese Raad van februari 2012 zal het Cypriotisch voorzitterschap zich eveneens toespitsen op het energiebeleid. De trans-Europese transport-, telecommunicatie- en energienetwerken alsook het mechanisme voor de interconnectiviteit in Europa staan bovenaan op de prioriteitenlijst van het Cypriotisch voorzitterschap. De goedkeuring van deze instrumenten zal van vitaal belang zijn om de concurrentiekracht van Europa aan te zwengelen, door de infrastructuur te verbeteren en de economische, sociale en territoriale cohesie van de lidstaten te versterken.

Het accent zal ook worden gelegd op duurzame ontwikkeling en de follow-up van de Earth Summit Rio +20. In de lijn van de strategie Europa 2020 zal een inclusieve en billijke groene groei worden bevorderd via een duurzaam beheer van de rijkdommen en met name van het water. Het is voor de EU van primordiaal belang dat het beleid over klimaatverandering, milieu en energie op een geïntegreerde manier wordt uitgevoerd. Bovendien wil het Cypriotisch voorzitterschap het geïntegreerd maritiem beleid van de EU een nieuw elan geven, zodat de belangrijke uitdagingen efficiënt en duurzaam worden aangepakt.

B. Een Europa met een krachtigere, op groei gebaseerde economie

De economische crisis toont aan dat het beleid en de maatregelen van de Unie efficiënter moeten worden. De aanpak voor de economische relance moet ook maatregelen van fiscale consolidatie omvatten, alsook maatregelen van duurzame economische groei.

Het voorzitterschap zal zich inzetten voor een nieuw, sterker kader voor het economisch bestuur en voor intenser toezicht op de begrotingen, om de fiscale stabiliteit te waarborgen. Tegelijk moet de EU de crisis te boven komen en de groei stimuleren. Hiertoe hecht het Cypriotisch voorzitterschap veel belang aan de voortgangsbewaking van de Europa 2020-strategie.

S'il est primordial de renforcer le cadre réglementaire des services financiers par la mise en œuvre de mesures pour une plus grande transparence du marché, une protection accrue des consommateurs et des investisseurs ainsi qu'une gestion plus efficace des crises financières sont tout aussi importantes.

En outre, à l'occasion du 20^e anniversaire du Marché unique, la présidence donnera un nouvel élan à l'approfondissement du marché intérieur, par le biais de la promotion d'initiatives pertinentes, en soulignant notamment le rôle des PME. Le renforcement du marché unique est un élément important pour stimuler la croissance économique et faire progresser l'économie. La présidence promouvra également un marché unique numérique efficace, dans le cadre de l'Agenda numérique européen.

C. Une Europe plus pertinente aux yeux de ses citoyens, avec solidarité et cohésion sociale

La présidence chypriote s'emploiera à travailler pour rapprocher l'Europe de ses citoyens, en mettant l'accent sur l'emploi des jeunes, compte tenu de l'augmentation des taux de chômage au sein de l'Union. Par ailleurs, l'un des objectifs les plus importants de la présidence est la mise en place du régime d'asile européen commun d'ici fin 2012, se concentrant notamment sur le développement d'une coopération pratique entre les États membres afin de protéger les droits des personnes ayant besoin d'une protection internationale.

La présidence abordera également les questions relatives à l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations et les questions concernant la santé et le bien-être des enfants, telles que la prévention des maladies, la promotion d'un mode de vie sain, ainsi que la prévention et la lutte contre la pauvreté des enfants.

Des questions relatives à l'éducation et à la culture seront également soulignées, telles que la promotion de l'alphabétisation et l'offre d'une éducation et d'une formation plus qualitative, en vue de répondre aux besoins du marché de l'emploi. Les programmes financiers pertinents revêtent également une importance à cet égard.

La présidence insistera également sur la participation et l'implication accrues des partenaires sociaux, des ONG et des autorités locales à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. Le nouveau cadre juridique pour la protection des données personnelles est une autre question prioritaire pour la présidence chypriote.

Weliswaar is het primordiaal het reglementair kader van de financiële dienstverlening te versterken door de uitvoering van maatregelen voor meer transparantie in de markt. Meer bescherming voor consumenten en beleggers, alsook een efficiënter management van de financiële crisissen zijn echter even belangrijk.

Tevens zal het voorzitterschap naar aanleiding van het twintigjarig bestaan van de Eenheidsmarkt door relevante initiatieven te stimuleren de uitdieping van de binnenmarkt een nieuwe impuls geven en daarbij de rol van de KMO's beklemtonen. De versterking van de eenheidsmarkt is een belangrijk gegeven bij het stimuleren van de economische groei en het boeken van vooruitgang in de economie. Het voorzitterschap zal ook een efficiënte digitale eenheidsmarkt promoten in het raam van de Europese Digitale Agenda.

C. Een Europa met meer relevantie voor zijn burgers, met solidariteit en sociale cohesie

Het Cypriotisch voorzitterschap zal zich inzetten om Europa dichterbij zijn burgers te brengen, door de klemtoon te leggen op werkgelegenheid voor jongeren, rekening houdend met de stijgende werkloosheidscijfers in de Unie. Tevens is een van de belangrijkste doelstellingen van het voorzitterschap het invoeren van een gemeenschappelijke Europese asielregeling tegen eind 2012, met de nadruk op de ontwikkeling van praktische samenwerking tussen de lidstaten om de rechten te beschermen van mensen die internationale bescherming nodig hebben.

Het voorzitterschap zal ook de problemen aanpakken van het Europees Jaar voor HET actief ouder worden en voor de solidariteit tussen de generaties, alsook de problemen betreffende de gezondheid en het welzijn van de kinderen, zoals preventie van ziektes, het bevorderen van een gezonde levenswijze, en preventie en bestrijding van kinderarmoede.

Tevens zal aandacht worden besteed aan problemen inzake onderwijs en cultuur, zoals de bevordering van alfabetisering en het aanbod van onderwijs en opleidingen met meer kwaliteit, om de behoeften van de arbeidsmarkt te vervullen. De relevante financiële programma's zijn hiervoor eveneens belangrijk.

Het voorzitterschap zal ook aandacht vragen voor meer participatie en betrokkenheid van de sociale partners, de NGO's en de lokale overheden bij de totstandkoming en de uitvoering van de Europa 2020-strategie. Het nieuwe juridische kader voor de persoonsgegevens is een andere prioriteit voor het Cypriotische voorzitterschap.

D. Une Europe dans le monde, plus proche de ses voisins

La présidence travaillera en étroite collaboration avec la haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité ainsi qu'avec le Service européen pour l'action extérieure, qui sont chargés des affaires extérieures et de sécurité et garantissent la cohérence et la continuité.

Un accent tout particulier sera mis sur la dimension méridionale de la politique européenne de voisinage, en vue de renforcer les relations avec les partenaires méditerranéens. En garantissant le pluralisme et une relation à multiples facettes, la multiplication des canaux de communication dans tous les domaines de la société pourra être favorisée.

La Présidence promouvra également tous les processus ayant trait à l'élargissement et s'emploiera à renforcer la sécurité alimentaire, en vue de mettre l'accent sur les objectifs de développement de l'UE et de garantir le progrès des engagements de l'Union en faveur du développement.

La croissance peut également être promue par le biais d'une politique commerciale extérieure de l'UE renforcée. La Présidence chypriote travaillera dans ce sens.

III. DISCUSSION

A. Remarques générales concernant la présidence chypriote

Mme Christiane Vienne, députée, souligne que le moment est crucial pour l'Union européenne et attire l'attention sur le contexte de crise bancaire et de difficultés économiques et sociales. La présidence chypriote arrive à un moment où nous devons faire des choix. Mme Vienne tient à mettre particulièrement en lumière trois de ces choix.

Premièrement, il est nécessaire d'élaborer un projet ambitieux pour la période 2014-2020, et en particulier un budget axé sur de nouvelles politiques. Si l'on veut une Europe ambitieuse, il faut aussi s'en donner les moyens.

Deuxièmement, il faut définir un pacte pour la croissance et l'emploi prévoyant des mesures politiques ambitieuses, sans impact négatif sur la politique sociale.

Troisièmement, il convient de lutter contre le dumping financier et social. L'Europe a enfin l'occasion d'imposer des principes éthiques clairs au secteur bancaire.

D. Een Europa dat in de wereld en dichterbij zijn burens staat

Het voorzitterschap zal nauw samenwerken met de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid, alsook met de Europese Dienst voor extern optreden, die belast zijn met de buitenlandse zaken en de veiligheid en die voor samenhang en continuïteit instaan.

Er zal speciaal aandacht worden besteed aan de zuidelijke dimensie van het Europese nabuurschapsbeleid, om de relaties met de mediterrane partners te versterken. Daarbij zal het pluralisme en een veelzijdige relatie worden gewaarborgd en zal bijgevolg de uitbreiding van de communicatiekanalen op alle gebieden van de samenleving worden gestimuleerd.

Het voorzitterschap zal ook alle processen in verband met de uitbreiding bevorderen en zal inspanningen leveren om de voedselzekerheid op te voeren, om de klemtoon te leggen op de ontwikkelingsdoelstelling van de EU en de vooruitgang te waarborgen van de verbintenissen van de Unie voor ontwikkeling.

Groei kan ook worden gestimuleerd via de versterking van het externe handelsbeleid van de EU. Het Cypriotische voorzitterschap zal daaraan werken.

III. BESPREKING

A. Algemene opmerkingen betreffende het Cypriotisch voorzitterschap

Mevrouw Christiane Vienne, volksvertegenwoordiger, benadrukt het cruciale moment voor de Europese Unie en de belangrijke context van de bankencrisis en de economische en sociale moeilijkheden. Het Cypriotisch voorzitterschap vindt plaats op een moment waarop we keuzes moeten maken. Mevrouw Vienne wil de focus leggen op drie van deze keuzes.

Ten eerste is een ambitieus project nodig voor de periode 2014-2020 en in het bijzonder een budget dat gericht is op nieuwe beleidsmaatregelen. Voor een ambitieus Europa moeten er ook middelen zijn.

Ten tweede moet een pact ontwikkeld worden voor groei en werkgelegenheid met ambitieuze beleidsmaatregelen die geen negatieve impact hebben op de sociale politiek.

Ten derde moet men financiële en sociale dumping bestrijden. Europa heeft eindelijk de gelegenheid om de bankensector duidelijke ethische beleidslijnen op te leggen.

En outre, en assurant la présidence, Chypre a un grand rôle à jouer dans le cadre du renforcement de la cohésion, de la croissance et de la solidarité au sein de l'Union européenne.

Il s'agit donc de réclamer des moyens adéquats pour l'Union européenne, sous le contrôle toutefois du Parlement européen. Une taxe sur les transactions financières pourrait être un bon instrument dans ce contexte.

Mme Daphné Dumery, députée, remercie Chypre pour la clarté de la vision défendue dans le sens d'une Union plus efficace. Elle souligne en outre le fait que parallèlement à son propre programme, Chypre entend aussi mener à bien celui de la présidence précédente.

En ce qui concerne la prise de décisions, M. Kristof Waterschoot, député, aimerait savoir si la présidence chypriote accordera la priorité à une Europe considérée dans son ensemble ou si elle privilégiera plutôt des coalitions thématiques.

Mme Fatma Pehlivan, sénatrice, observe que toutes ces priorités sont soutenues sans réserve par l'Europe. Elles visent à favoriser une Europe sociale et politique qui puisse renforcer la crédibilité de l'UE aux yeux du citoyen. Le but est que l'Europe soit plus fiable, plus crédible, plus sociale, plus pluraliste et plus démocratique.

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, répond qu'il est effectivement nécessaire d'élaborer un budget ambitieux et de nouvelles politiques audacieuses. La question se pose toutefois de savoir si l'on a les moyens de le faire. En Europe, la tendance générale est aux économies. On peut donc légitimement craindre qu'à un certain stade, l'Europe n'ait plus les moyens de ses ambitions. C'est la raison pour laquelle il faut se montrer extrêmement prudent. Il s'agit au moins d'optimiser les dépenses et de choisir les bonnes mesures à mettre en œuvre.

B. Mesures socioéconomiques

Mme Christiane Vienne, députée, aimerait savoir comment la présidence chypriote envisage de développer le pacte pour la croissance et l'emploi. Comment Chypre compte-t-elle s'y prendre pour aller plus loin en termes de gouvernance économique et qu'a-t-elle l'intention de faire pour mettre en œuvre les euro-obligations et la surveillance bancaire? Quelles sont les mesures politiques qui s'imposent dans le cadre de la politique de cohésion, en particulier à l'égard des régions en transition?

Mme Daphné Dumery, députée, demande comment on envisage de créer concrètement plus d'emplois.

Bovendien heeft Cyprus als voorzitter een belangrijke rol te spelen in de versterking van de cohesie, groei en solidariteit in de Europese Unie.

Men moet dus pleiten voor de juiste middelen voor de Europese Unie die echter wel gecontroleerd moeten worden door het Europees Parlement. Een belasting op financiële transacties lijkt een goed instrument te zijn.

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, bedankt Cyprus voor de duidelijke visie in de richting van een betere Unie. Bovendien onderstreept ze het feit dat Cyprus naast zijn eigen programma, ook het programma van de vorige voorzitter wil voltooien.

De heer Kristof Waterschoot, volksvertegenwoordiger, informeert of het Cypriotisch voorzitterschap bij beslissingen prioriteit zal geven aan een Europa als geheel of geeft het de voorkeur aan thematische coalities?

Mevrouw Fatma Pehlivan, senator, stelt vast dit allemaal prioriteiten zijn waar Europa volledig achter kan staan. Ze staan voor een sociaal en politiek Europa die de geloofwaardigheid van de EU bij de burger zal vergroten. Europa zal meer betrouwbaar, geloofwaardig, sociaal, pluralistisch en democratisch zijn.

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, antwoordt dat er inderdaad nood is aan een ambitieus budget en ambitieuze nieuwe beleidsmaatregelen. De vraag is of men er wel de middelen voor heeft. Er is een algemeen tendens in Europa om te besparen. De vrees is dus terecht dat men eindigt op een niveau waar er geen middelen meer zijn voor de te realiseren ambities. Daarom moet zeer voorzichtig te werk worden gegaan. Men moet op zijn minst de kwaliteit van de uitgaven verbeteren en de juiste maatregelen kiezen die genomen moeten worden.

B. Sociaal-economische maatregelen

Mevrouw Christiane Vienne, volksvertegenwoordiger, wil weten hoe het Cypriotisch voorzitterschap het pact voor groei en werkgelegenheid wil ontwikkelen. Hoe is Cyprus van plan om verder te gaan in termen van economisch bestuur en wat is men van plan te doen voor de realisatie van de euro-obligaties en het banktoezicht? Welke beleidsmaatregelen zijn noodzakelijk in het kader van het cohesiebeleid, vooral ten aanzien van de regio's in transitie?

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, vraagt hoe men het idee van meer jobcreatie wilt

Veut-on subventionner des emplois ou plutôt créer de nouvelles opportunités pour les entreprises ?

M. Kristof Waterschoot, député, relève que le programme ne fait qu'effleurer les questions de la cohésion sociale et de l'union sociale, qui sont pourtant indispensables au développement d'une union économique et budgétaire. Il s'agit d'un objectif qui ne peut se réaliser en une seule présidence, et qui nécessite un processus plus long.

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, répond que la priorité est de mettre en œuvre le pacte européen pour la croissance et l'emploi. Cela doit aller de pair avec une discipline fiscale, mais cela ne constitue pas un objectif en soi. Tout le monde parle de création d'emplois et de politique de l'emploi, mais la question est de savoir comment transposer toutes ces ambitions dans des mesures concrètes. Sur ce point, l'Union européenne doit être elle-même une partie de la solution, et non pas devenir une partie du problème. Plusieurs propositions de mesures visant à créer des emplois sont déjà sur la table. La présidence chypriote s'efforcera de poursuivre la mise en œuvre du pacte au cours du deuxième semestre de l'année 2012.

Les euro-obligations sont une bonne idée, mais elles ne font pas encore l'objet d'un consensus. En ce qui concerne la surveillance bancaire, plusieurs propositions sont actuellement à l'examen. Elles doivent être affinées et soutenues, en vue de mettre sur pied un vaste cadre réglementaire.

Le problème concernant les régions en transition fait l'objet d'une proposition de la Commission européenne, qui est débattue en ce moment. Les avis sont partagés au sein de l'Union européenne.

Dans le cadre de l'objectif de création d'emplois, on prévoit surtout des incitants et des formations. Il faut veiller à une meilleure adéquation entre l'enseignement, l'industrie et la recherche. La subvention d'emplois n'est plus vraiment à l'ordre du jour. En effet, si l'on met fin aux subventions un jour, on n'aura pas résolu le problème.

La cohésion sociale fait partie, avec la solidarité, des priorités absolues de la présidence chypriote. Toutes les mesures qui seront prises devront promouvoir ces deux objectifs. Il faut maintenir le modèle social actuel de l'Union européenne.

C. Mesures financières et commerciales

Mme Christiane Vienne, députée, demande si une coopération renforcée est possible entre les États membres qui ont ratifié la taxe sur les transactions financières ou si un consensus peut encore être trouvé

réaliser. Wil men jobs subsidiëren of wil men eerder nieuwe mogelijkheden voor ondernemingen creëren ?

De heer Kristof Waterschoot, volksvertegenwoordiger, merkt op dat er in het programma weinig gesproken wordt over sociale cohesie en sociale unie. Deze is nodig voor de verdere ontwikkeling van een economische en budgettaire unie. Het is een doel dat niet te verwezenlijken valt op één voorzitterschap, maar vereist een langer proces.

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, antwoordt dat het prioriteit is om het Europees pact voor groei en werkgelegenheid uit te voeren. Dit moet samen gaan met fiscale discipline. Dit is echter geen doel op zich. Iedereen spreekt over jobs en werkgelegenheid, maar de vraag is hoe men al deze ambities moeten omzetten in concrete maatregelen. De Europese Unie moet hierbij een deel van de oplossing zijn en niet een deel van het probleem worden. Er liggen al verschillende voorstellen op tafel inzake maatregelen om meer jobs en werkgelegenheid te creëren. Het Cypriotisch voorzitterschap zal proberen om tijdens de tweede helft van 2012 het Pact verder uit te werken.

De euro-obligaties zijn een goed idee maar op dit moment is er nog geen consensus over. Over het banktoezicht zijn er op dit moment verschillende voorstellen hangende. Deze voorstellen moeten verder worden verduidelijkt en gepromoot om een verregaand regelgevend kader op te zetten.

Het probleem omtrent de regio's in transitie wordt is opgenomen in een voorstel van de Europese Commissie dat thans onderhandeld wordt. De meningen binnen de Europese Unie zijn verdeeld.

Het idee van jobcreatie omvat vooral stimulansen en opleidingen. Onderwijs, industrie en onderzoek moeten beter op elkaar worden ingesteld. Het subsidiëren van jobs is minder aan de orde. Indien men immers de subsidie stopt, is het probleem niet opgelost.

Sociale cohesie is naast solidariteit één van de topprioriteiten van het Cypriotisch voorzitterschap. Alle maatregelen die genomen zullen worden, moeten beide principes bevorderen. Het huidige sociaal model van de Europese Unie moet behouden blijven.

C. Financiële en handelsmaatregelen

Mevrouw Christiane Vienne, volksvertegenwoordiger, vraagt of er een versterkte samenwerking mogelijk is tussen de lidstaten die de taks op de financiële transacties hebben bekrachtigd. Of is er een mogelijk-

entre les vingt-sept États membres et, dans l'affirmative, si cela est encore possible avant la fin de l'année.

Mme Daphné Dumery, députée, aimerait savoir si les difficultés budgétaires et économiques internes de Chypre peuvent avoir une incidence sur la présidence chypriote de l'Union européenne ou si ces deux choses sont conciliables.

M. Kristof Waterschoot, député, s'enquiert des priorités en matière de politique commerciale. Quelle orientation l'Union européenne donnera-t-elle à son action ?

M. Herman de Croo, député, aimerait en savoir plus sur la réputation qu'a Chypre d'être un paradis fiscal. Est-ce conforme à la réalité ? Comment Chypre fait-elle face à la pression des autres États membres pour casser cette réputation et pour contrôler les problèmes éventuels ou y remédier ?

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, confirme qu'aucun accord n'est possible pour le moment en qui concerne la taxe sur les transactions financières, que ce soit au niveau international ou au niveau européen. Un accord entre les vingt-sept États membres n'est pas envisageable. La piste d'une coopération renforcée gagne donc en intérêt. Reste à savoir si cela sera réalisable avant la fin de la présidence chypriote.

Dans ce contexte, il faut également faire le lien avec le débat sur les ressources propres de l'Union européenne. La taxe en question sera-t-elle versée aux budgets nationaux ou au budget européen ?

Les problèmes économiques internes de Chypre et la présidence sont deux choses distinctes. Une présidence européenne est une priorité qui ne peut pas être hypothéquée par des problèmes internes. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la discussion sur les problèmes économiques et financiers rencontrés par un pays est essentiellement menée au sein de l'Eurogroupe, qui est doté de son propre président, ce qui exclut tout risque de confusion de points de vue ou de dossiers.

La politique commerciale est un aspect important de la politique étrangère européenne. Des accords seront conclus avec le Canada et Singapour. Les contacts avec d'autres pays tels que le Japon et les États-Unis restent intenses. Cela constituera toujours un volet important de la politique européenne.

Pour ce qui est de l'idée selon laquelle Chypre serait un paradis fiscal, il faut savoir que le régime fiscal chypriote a été étudié et examiné de manière approfondie par l'UE et par l'OCDE au cours des négociations d'adhésion ainsi que par la suite, et qu'il n'a pas été jugé irrégulier. Il est exact qu'il présente des spécificités liées à la situation économique du pays.

heid om alsnog een consensus te vinden tussen de zevenentwintig lidstaten ? En is dit nog dit jaar mogelijk ?

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, wil weten of de interne budgettaire en economische problemen een impact kunnen hebben op het Cypriotische voorzitterschap. Of kunnen beide samengaan ?

De heer Kristof Waterschoot, volksvertegenwoordiger, vraagt naar de prioriteiten inzake het handelsbeleid. Welke richting zal de Europese Unie ingaan ?

De heer Herman de Croo, volksvertegenwoordiger, informeert naar de reputatie van Cyprus als een fiscaal paradijs. Is die terecht ? Hoe gaat Cyprus om met de druk van de andere lidstaten om deze reputatie te doorbreken en eventuele problemen te corrigeren of te controleren ?

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, bevestigt dat er op dit ogenblik geen akkoord mogelijk is aangaande de taks op financiële transacties noch op internationaal vlak, noch op Europees vlak. Een akkoord met de zevenentwintig lidstaten is niet mogelijk. Het idee van versterkte samenwerking wint hierdoor aan belang. Het valt af te wachten of dit voor het einde van het Cypriotisch voorzitterschap te realiseren is.

In deze context moet ook de link worden gelegd met het debat over de eigen middelen van de Europese Unie. Zal deze taks naar de nationale begrotingen gaan of in de Europese begroting worden opgenomen ?

De Cypriotische interne economische problemen staan los van het voorzitterschap. Een EU voorzitterschap is een prioriteit die niet mag worden gehypothekeerd door eigen problemen. Men mag ook niet vergeten dat de discussie over de financiële en economische problemen van een land hoofdzakelijk worden gevoerd in de schoot van de eurogroep, die een andere voorzitter kent. Er is dan ook geen risico op vermenging van standpunten en dossiers.

Handelsbeleid is een belangrijk aspect van het Europees buitenlands beleid. akkoorden zullen worden gesloten met Canada en Singapore. Met andere landen zoals Japan en de Verenigde Staten blijven de contacten intens. Dit zal steeds een belangrijk onderdeel blijven van de Europese politiek.

Wat het idee betreft dat Cyprus een fiscaal paradijs zou zijn : het fiscaal regime van Cyprus is uitgebreid onderzocht en bestudeerd door de EU en de OESO tijdens de toetredingsonderhandelingen en ook daarna, en niet onrechtmatig bevonden. Het is correct dat het fiscaal systeem eigen kenmerken heeft die eigen zijn aan de economische situatie van het land. Cyprus is

Disposant d'une économie essentiellement axée sur les services, Chypre doit, dans certains cas, prendre des mesures fiscales avantageuses. Celles-ci ne sont cependant pas inéquitables ni de nature à induire une concurrence déloyale avec d'autres pays.

D. Schengen

Mme Daphné Dumery, députée, souligne l'importance d'une véritable politique Schengen, y compris en ces temps de crise. En septembre, les ministres de l'Intérieur poursuivront les travaux relatifs à la réforme de l'espace Schengen et à l'optimisation de la politique en la matière. La présidence chypriote a plaidé à cet égard pour «plus d'Europe». Cela implique-t-il un rôle plus important pour la Commission européenne ou le Parlement européen ?

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, se réfère à l'accord conclu par l'Union européenne et la Turquie sur la réadmission de ressortissants turcs. La Turquie n'a pas encore signé cet accord, qu'elle entend lier au débat sur la libéralisation des visas, ce qui est inacceptable pour l'Union européenne. Ce débat doit être mené séparément, indépendamment d'autres dossiers. L'on a toutefois bon espoir qu'une solution puisse être trouvée à brève échéance à ce sujet. D'ici là, il faudra cependant s'appuyer sur les accords bilatéraux existants.

Quant à Schengen en général, il s'agit d'une priorité majeure de l'UE en ce moment. Les tensions entre la Commission européenne, le Conseil et le Parlement n'ont en réalité pas grand-chose à voir avec la méthode communautaire en soi; elles sont liées à la question de savoir si la politique Schengen et les contrôles y afférents sont une compétence nationale ou européenne.

Il ne faut pas oublier que Schengen, qui est un véritable instrument européen, se fonde sur le principe de la confiance mutuelle entre les États membres. Les contrôles y afférents sont en grande partie basés sur un examen par des pairs («*peer review*»). La politique et les contrôles en question ne peuvent dès lors pas être mis en œuvre par les instances européennes.

E. Politique étrangère

Mme Daphné Dumery, députée, demande comment l'Union européenne doit, selon Chypre, réagir à la situation en Syrie.

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, ne peut actuellement pas prendre clairement position à ce sujet. Il s'agit d'une situation très dangereuse et explosive, qui, si elle se détériore, fera de Chypre un des premiers pays à devoir faire face à des afflux de réfugiés. Tout est

vooral dienstengericht en moet dus in bepaalde gevallen gunstige fiscale maatregelen nemen. Deze zijn echter niet onrechtvaardig of leiden niet tot oneerlijke concurrentie met andere landen.

D. Schengen

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, benadrukt het belang van een echt Schengen-beleid, ook in deze tijden van crisis. In september zullen de ministers van binnenlands zaken verder werken aan de hervorming van de Schengenzone en een verfijning van het beleid. In dit opzicht sprak het Cypriotisch voorzitterschap over «meer Europa». Impliceert dit een belangrijkere rol voor de Europese Commissie of voor het Europees Parlement ?

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, refereert naar het akkoord dat is gesloten tussen de Europese Unie en Turkije over het terug opnemen van Turkse onderdanen. Turkije heeft dit akkoord nog niet ondertekend, omdat men dit wil linken aan de discussie over de liberalisering van de visaverplichtingen, hetgeen onaanvaardbaar is voor de Europese Unie. Dit laatste debat moet apart worden gevoerd, zonder andere dossiers hierbij te betrekken. Er is echter hoop dat hier in de nabije toekomst een oplossing voor gevonden kan worden. Tot dan zal men echter moeten werken met de bestaande bilaterale akkoorden.

Wat Schengen in het algemeen betreft, dit is een topprioriteit in de EU op dit ogenblik. De spanning tussen de Europese Commissie, de Raad en het Parlement heeft eigenlijk weinig te maken met de communautaire methode an sich. Het is een gevolg van de vraag of het Schengen-beleid en de controle erop een nationale dan wel Europese bevoegdheid is.

Men mag niet vergeten dat Schengen, wat een echt Europees instrument is, gebaseerd is op het principe van wederzijds vertrouwen tussen de lidstaten. Controle hierop is in grote mate gebaseerd op zogenaamde «*peer review*». Als dusdanig kan deze controle en dit beleid dan ook niet worden uitgevoerd door het Europees niveau.

E. Buitenlands beleid

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, vraagt hoe de Europese Unie volgens Cyprus op de situatie in Syrië moet reageren.

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, heeft geen duidelijk standpunt hierover op dit ogenblik. Het is een zeer gevaarlijke en explosieve situatie, en indien de situatie verslechtert, zal Cyprus als één van de eerste landen te maken krijgen met vluchtelingenstromen. Op dit

actuellement mis en place dans ce domaine. Pour l'heure, on ne peut malheureusement pas être optimiste quant à un dénouement favorable en Syrie.

F. Relations avec la Turquie

Mme Daphné Dumery, députée, s'enquiert de l'impact des tensions entre Chypre et la Turquie sur les négociations d'adhésion avec la Turquie.

M. Kristof Waterschoot, député, soulève la même question. Le climat tendu entre la Turquie et Chypre influencera-t-il les relations entre la Turquie et l'Union européenne ?

Mme Fatma Pehlivan, sénatrice, relève que la Turquie a déjà déclaré qu'elle ne reconnaîtrait pas la présidence chypriote. Comment Chypre a-t-elle réagi ?

L'Europe traverse actuellement une grave crise économique, qui épargne la Turquie. La Turquie ne pourrait-elle pas venir en aide à l'Europe ?

Quinze dossiers sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sont actuellement ouverts. Chypre a un rôle crucial à jouer dans ces dossiers. Chypre mènera-t-elle ces négociations de manière constructive ? Quels sont les dossiers que cette présidence voudra absolument examiner ?

Parviendra-t-on un jour à résoudre durablement la question de la division de l'île ? La fête nationale sera célébrée le 20 juillet en Chypre du Nord. Ne serait-ce pas l'occasion de débloquer la situation ? Bien des événements se sont produits depuis 1974. La Belgique montre aujourd'hui l'exemple d'une coexistence pacifique entre plusieurs communautés, qui doit aussi être envisageable à Chypre. L'heure est peut-être venue de réunir les deux communautés et de résoudre la situation de manière définitive. Le sud de Chypre détient les clés du problème. Dans les années 90, l'impasse a été totale lorsque le sud de l'île a rejeté le plan de Kofi Annan, alors que le Nord l'avait accepté. Quelles initiatives va-t-on prendre aujourd'hui pour régler ce dossier ?

M. Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des Affaires européennes, confirme que la Turquie refuse de collaborer avec Chypre et hypothèque par là même ses relations avec l'Union européenne. Cette attitude est cependant inacceptable, comme l'a confirmé le Conseil européen. Un pays tiers, qu'il soit ou non candidat à l'adhésion, ne peut pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Union européenne.

L'Union européenne entend ouvrir de nouveaux chapitres dans les négociations d'adhésion, mais la Turquie boycotte les entretiens parce qu'elle refuse de dialoguer avec la présidence chypriote. Voilà sur quoi les pourparlers d'adhésion achoppent actuellement.

ogenblik wordt alles hiervoor in stelling gebracht. Jammer genoeg kan men thans niet optimistisch zijn over een goede afloop in Syrië.

F. Relaties met Turkije

Mevrouw Daphné Dumery, volksvertegenwoordiger, informeert wat de impact van de gespannen relatie tussen Cyprus en Turkije zal zijn op de toetredingsonderhandelingen met Turkije.

De heer Kristof Waterschoot, volksvertegenwoordiger, sluit zich bij deze laatste vraag aan. Zal de moeilijke relatie tussen Turkije en Cyprus de relatie tussen Turkije en de Europese Unie beïnvloeden ?

Mevrouw Fatma Pehlivan, senator, stelt vast dat Turkije al een verklaring heeft afgelegd waarin gesteld wordt dat zij het Cypriotisch voorzitterschap niet zullen erkennen. Wat is de reactie van Cyprus hierop ?

Europa verkeert momenteel in een zware economische crisis. Turkije blijft gespaard van deze crisis. Zou Turkije een helpende hand kunnen reiken aan Europa ?

Er zijn momenteel vijftien dossiers geopend met betrekking tot de toetreding van Turkije tot de Europese Unie. Cyprus heeft een cruciale rol te vervullen in deze dossiers. Gaat Cyprus deze onderhandelingen constructief voeren ? Welke dossiers wil dit voorzitterschap zeker behandelen ?

Bestaat er een kans dat de huidige verdeeldheid van Cyprus op een duurzame oplossing kan worden opgelost ? Op 20 juli wordt de nationale feestdag gevierd in Cyprus. Dit kan een moment zijn om de situatie te deblokken. Sinds 1974 is er veel gebeurd. Zoals in België thans verschillende gemeenschappen vreedzaam samenleven, moet dit in Cyprus ook mogelijk zijn. Het moment kan aangebroken zijn om beide gemeenschappen samen te brengen en de situatie definitief op te lossen. Het zuiden van Cyprus heeft de sleutel in de hand. In de jaren negentig is het niet gelukt toen het zuiden van het eiland het plan van Kofi Annan heeft verworpen, terwijl het noorden dit had aanvaard. Welk initiatief zal men nu nemen om dit dossier te regelen ?

De heer Andreas Mavroyiannis, Cypriotisch minister voor Europese zaken, bevestigt dat Turkije niet wil samenwerken met Cyprus en dus ook de relaties met de Europese Unie hypothekeert. Dit is echter onaanvaardbaar, hetgeen bevestigd is door de Europese Raad. Een derde land, of het nu een kandidaat-lidstaat is of niet, mag zich niet mengen in de interne aangelegenheden van de Europese Unie.

De Europese Unie wil nieuwe hoofdstukken in de toetredingsonderhandelingen openen, maar Turkije boycot de gesprekken omdat het niet wil spreken met het Cypriotisch voorzitterschap. Daar ligt op dit ogenblik het probleem in de toetredingsgesprekken.

Il est simpliste d'accepter les déclarations de la Turquie qui soutient que la situation économique de l'Union européenne est très mauvaise, alors que la Turquie s'en sort beaucoup mieux, et peut donc parfaitement venir en aide à l'Europe. Ces propos pourraient paraître offensants aux yeux de nombreux États membres de l'Union européenne. Un pays tiers n'a pas à émettre un jugement sur la situation et la politique de l'Union, et c'est avant tout à l'Union elle-même qu'il revient de redresser la situation en puisant dans ses propres ressources.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que si aujourd'hui, la Turquie était déjà membre de l'Union européenne, elle profiterait de tous les fonds de cohésion du budget actuel. La situation économique de la Turquie n'est peut-être pas mauvaise, mais elle a encore un long chemin à parcourir.

Il est choquant d'entendre dire que le sud serait responsable de la division du pays, alors que c'est lui qui, en 1974, a subi une invasion militaire, avec toutes les conséquences que cela suppose. Un ressortissant de Chypre ne pourra que se sentir choqué et offensé par toute personne assimilant le 20 juillet, date de l'invasion de Chypre, à un jour de fête nationale. En 1974, un tiers de la population s'est retrouvé réfugié dans son propre pays. Une telle situation ne se fête pas.

Chypre est favorable à l'adhésion de la Turquie à condition qu'elle mette un terme à l'occupation d'un État membre de l'Union européenne et adhère inconditionnellement aux normes et valeurs européennes. Ce point de vue est motivé par le fait qu'un bon voisinage pourra être plus facilement organisé si les deux pays sont membres de l'Union européenne. Il profitera aussi à la population du nord de Chypre qui souffre également de l'occupation et de l'afflux de migrants et de colons de la Turquie proprement dite. Mais la Turquie doit adhérer à l'Union européenne aux conditions de l'Europe et non à ses propres conditions.

Le gouvernement chypriote entend résoudre la division du pays. Il veut mettre un terme à l'occupation militaire d'une partie du territoire. Toutes les organisations internationales reconnaissent que la seule solution est de mettre fin à cette occupation. Seule une Chypre réunifiée pourra se tourner résolument vers l'avenir.

Les présidents-rapporteurs,
Philippe MAHOUX (S),
André FLAHAUT (Ch.).

Het is eenvoudig om de verklaringen van Turkije te aanvaarden waarin ze stellen dat de economische toestand van de Europese Unie zeer slecht is, en die in Turkije veel beter, en Turkije bijgevolg zonder enig probleem Europa te hulp kan schieten. Dit kan beledigend overkomen voor vele lidstaten van de EU. Een derde land moet niet zomaar een oordeel vellen over de situatie en het beleid van de Unie, en de Unie moet in de eerste plaats zelf met eigen middelen proberen om de toestand te verbeteren.

Men mag ook niet vergeten dat, indien Turkije nu lid zou zijn van de EU, alle cohesiefondsen in het huidige budget naar dat land zouden gaan. De Turkse economische situatie is misschien niet slecht, maar er is nog een lange weg af te leggen.

Het is schokkend te horen dat het zuiden schuld zou hebben aan de verdeeldheid van het land, terwijl het net zij zijn die in 1974 het slachtoffer waren van een militaire invasie met alle gevolgen van dien. Indien men vervolgens stelt dat men op 20 juli, de datum van de invasie van Cyprus, beschouwt als een nationale feestdag, kan men als onderdaan van Cyprus enkele geschokt en beledigd zijn. In 1974 is één derde van de bevolking vluchteling geworden in eigen land. Dit kan niet gevierd worden.

Cyprus is voorstander van de toetreding van Turkije tot de Europese Unie, indien het land de bezetting van een lidstaat van de Europese Unie beëindigt en de Europese normen en waarden onvoorwaardelijk aanvaardt. Dit standpunt is ingegeven door het feit dat een goed nabuurschap beter georganiseerd kan worden als beide landen lid zijn van de EU. Het zal ook de bevolking van Noord-Cyprus ten goede komen, die ook te lijden hebben onder de bezetting en de toestroom van migranten en kolonisten uit Turkije zelf. Maar Turkije moet toetreden tot de EU volgens de voorwaarden die Europa heeft bepaald, niet volgens de voorwaarden die Turkije zou voorstellen.

De Cypriotische regering wil een oplossing voor de deling van het land. Het wil een einde maken aan de militaire bezetting van een deel van het grondgebied. Alle internationale organisaties erkennen dat de enige oplossing bestaat in het beëindigen van de bezetting. Enkel dan kan een herenigd Cyprus kijken naar de toekomst.

De voorzitters-rapporteurs,
Philippe MAHOUX (S),
André FLAHAUT (K).